



PRÉFET DE L'EURE

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement
de Normandie

Arrêté n° UDE/ERC/21/136 abrogeant les dispositions de l'arrêté préfectoral n° D1/B1-13-398 du 13 mai 2013 prescrivant l'engagement d'une procédure de consignation de 5 000 euros à l'encontre de la société ACR INDUSTRIES, pour son site sur la commune de Portes, en matière d'installations classées pour la protection de l'environnement

Le préfet de l'Eure

1308 .100 8 1

- VU le Code de l'environnement;
- VU le décret du 15 janvier 2020 du Président de la République nommant Monsieur Jérôme FILIPPINI, préfet de l'Eure ;
- VU le décret du 25 février 2021 du Président de la République nommant Madame Isabelle DORLIAT-POUZET, secrétaire générale de la préfecture de l'Eure ;
- VU l'arrêté préfectoral n° DCAT/SJIPE-2021-014 du 22 mars 2021 portant délégation de signature à Madame Isabelle DORLIAT-POUZET, secrétaire générale de la préfecture de l'Eure ;
- VU l'arrêté préfectoral n° D1/B1-13-398 du 13 mai 2013 prescrivant l'engagement d'une procédure de consignation de 5 000 euros à l'encontre de la société ACR INDUSTRIES, pour son site sur la commune de Portes ;
- VU le rapport de l'inspection de l'environnement (spécialité installations classées) du 06 octobre 2021 relatif à la visite d'inspection réalisée le 31 août 2021 ;
- VU le courrier de l'inspection de l'Environnement transmettant à l'exploitant le rapport d'inspection du 11 octobre 2021;

CONSIDÉRANT les éléments transmis à l'inspection des installations classées et les constats effectués lors de la visite d'inspection du 31 août 2021 sur le site de Portes exploité par la société ACR INDUSTRIES ;

CONSIDÉRANT que la situation ayant conduit à la consignation de somme du 13 mai 2013 est régularisée ;

SUR proposition de la secrétaire générale de la préfecture de l'Eure ;

ARRÊTE

Article premier : l'arrêté préfectoral n° D1/B1-13-398 du 13 mai 2013 prescrivant l'engagement d'une procédure de consignation de 5 000 euros à l'encontre de la société ACR INDUSTRIES, pour son site sur la commune de Portes, en matière d'installations classées pour la protection de l'environnement, est abrogé.

Article 2 : Conformément à l'article L. 514-6 du code de l'environnement, la présente décision ne peut être déférée qu'au tribunal administratif de Rouen, par voie électronique au moyen du téléservice "télérecours citoyens" accessible par le site internet www.telerecours.fr. Le délai de recours est de deux mois pour l'exploitant, à compter de la notification du présent arrêté.

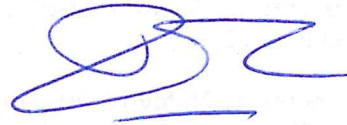
Article 3 : La secrétaire générale de la préfecture de l'Eure, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de veiller à l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'exploitant.

Copie est adressée à :

- Monsieur le maire de la commune de Portes,
- à l'inspecteur de l'environnement (spécialité installations classées) (DREAL - UBDEO).

Évreux, le 18 OCT. 2021

Pour le Préfet et par délégation,
la secrétaire générale de la préfecture



Isabelle DORLIAT-POUZET